

## “Pour une défense civile, citoyenne, écologique, européenne et résiliente”

### *Résumé*

Face aux menaces stratégiques, hybrides et climatiques, la sécurité nécessite une approche globale. La motion propose de construire son pilier civil et territorial : une défense civile européenne, résiliente et écologique.

Elle s'appuie sur la création d'une Agence pour la Défense Civile et la Résilience. Celle-ci aura pour mission de préparer les collectivités locales, d'organiser la population (modernisation des abris, alertes, guides, réserves civiles) et de renforcer les infrastructures clés (énergie, alimentation, eau, logistique, santé).

Cette défense civile est structurellement écologique, liant ses financements à la transition écologique, et citoyenne, mobilisant les territoires.

### *Exposé des motifs*

Aujourd'hui, la sécurité ne se limite plus aux aspects militaires. Il faut aussi se protéger contre les menaces hybrides, les catastrophes climatiques, les crises sanitaires et les dépendances stratégiques. Pour cela, la coopération européenne doit être renforcée afin de garantir la souveraineté de chaque membre.

Le conflit en Ukraine a mis en lumière la vulnérabilité de nos infrastructures civiles. L'écologie est notre meilleure défense pour assurer notre sécurité et notre autonomie. Il est essentiel de réduire notre dépendance énergétique, agricole et industrielle.

Notre approche de la sécurité est encore trop axée sur la défense militaire conventionnelle et manque de coordination. Il est temps de revoir notre modèle à l'échelle européenne, en s'appuyant sur trois éléments clés :

- **Une force de dissuasion militaire fiable.**
- **Une alliance européenne de défense renforcée.**
- **Une capacité de résistance européenne ancrée dans les réalités locales et la solidarité entre les citoyen·ne·s.**

Cette motion se concentre sur ce troisième point en proposant de créer « une force de dissuasion civile européenne ». Une société capable de résister, de s'adapter et de se relever, avec le soutien des outils européens, contribue à décourager toute tentative de déstabilisation.

Cette approche est fondamentalement écologique. Notre vulnérabilité géopolitique est liée à nos dépendances (énergies fossiles, chaînes d'approvisionnement hors Europe...). La transition écologique est donc indispensable pour assurer notre autonomie stratégique.

Pour réaliser cette transformation, la motion s'articule autour de sept axes principaux, visant à mettre en place une politique ambitieuse de défense civile et de résilience européenne.

**Un pilotage stratégique clair :** Création d'une Agence pour la Défense Civile et la Résilience, sous l'autorité du Premier ministre, pour coordonner les différents acteurs et assurer la communication avec les instances européennes.

**Une protection concrète de la population :** Modernisation des abris et des systèmes d'alerte, diffusion d'un guide de défense citoyenne et investissement important dans la capacité de résistance des infrastructures essentielles (réseaux énergétiques, ceintures maraichères, accès à l'eau, chaînes logistiques). Il est aussi important de plaider pour un stockage coordonné, à l'échelle européenne, des biens et ressources stratégiques.

Un engagement citoyen organisé : Renforcement de la réserve opérationnelle (plus de 80 000 réservistes) et développement de réserves intercommunales de sécurité civile. Nous demandons de plus à ce que toutes les initiatives des associations, des universités et des communes en matière de coopération et d'échanges internationaux soient encouragées, car elles contribuent à apaiser les tensions en favorisant une meilleure compréhension entre les peuples.

**Résilience et transition écologique** : Intégration de la gestion des crises écologiques dans les formations et conditionnement des financements à des critères stricts en matière d'économies d'énergie et de conception écologique. Priorité à l'investissement dans la capacité de résistance des services publics locaux.

**Protection de la démocratie et de l'information** : développement de l'éducation aux médias, soutien à un écosystème médiatique indépendant et intégration de la lutte contre la désinformation dans la formation à la défense civile. Promotion d'une infrastructure numérique indépendante au niveau européen.

**Compétences locales stratégiques** : Étendre la mission de résilience des municipalités et intercommunalités à la préparation aux risques de déstabilisation démocratique, dans la continuité de leur gestion des crises.

**Solidarité et droit international** : Consolidation du mécanisme de protection civile de l'Union et promotion d'une diplomatie de prévention des crises basée sur le droit international et le soutien aux Nations Unies.

Pour financer cette ambition, il est nécessaire d'avoir une contribution équitable (taxation des grandes fortunes et des superprofits), une production industrielle de défense rationalisée et beaucoup moins soumise à une concurrence non stratégique, une réorientation des budgets européens vers la résilience et un refus de toute réduction des budgets sociaux et écologiques.

Cette motion ouvre la voie à une sécurité européenne, écologique, citoyenne et résiliente, élément essentiel pour une paix durable fondée sur l'autonomie, la solidarité et la force d'un continent organisé.

## **MOTION**

**Le Conseil Fédéral propose la création d'une Agence pour la Défense Civile et la Résilience, dotée d'un budget propre, inscrit dans la loi de finances, placée sous l'autorité du Premier ministre. Elle concevra et mettra en œuvre un plan national de préparation et de réponse aux crises, en lien avec les Mécanismes de Protection Civile de l'UE (MEPC en s'inspirant de l'expérience de la guerre en Ukraine. Elle coordonnera tous les acteurs publics et associatifs pour une approche intégrée.**

**Le CF demande de protéger et d'impliquer la population de manière concrète et de garantir la continuité des services essentiels. Cela implique de moderniser les abris et les systèmes d'alerte, diffuser un guide de défense citoyenne et renforcer la résilience de nos systèmes (micro-réseaux énergétiques, plans pour l'eau et l'alimentation, sécurisation des chaînes logistiques). La France défend la création de stocks stratégiques communs au niveau européen.**

**Le CF préconise, la pré-affectation de civils à des postes stratégiques en prévision de crise. Des assises régionales de la résilience doivent être organisées pour inclure tous les acteurs dans l'élaboration de stratégies concrètes.**

**Le CF souhaite que soit encouragé massivement l'engagement de la population par le renforcement des différentes réserves citoyennes. Dans la même optique, il faut notamment accélérer le développement de réserves communales de sécurité civile, sous la responsabilité des maires.**

Le CF déclare que les maires, intercommunalités, départements et régions sont les premiers acteurs de la résilience. Leur mission doit inclure la préparation de la population au risque d'agression contre notre démocratie, dans le même cadre légal que la préparation aux catastrophes industrielles ou naturelles.

Le CF propose de lier résilience civile et transition écologique de manière indissociable. La défense civile sera écologisée grâce à des modules sur la gestion des crises écologiques. Le financement sera soumis à des critères stricts d'économies d'énergie et d'écoconception. L'investissement se fera en priorité dans la capacité de résistance des services publics locaux (santé, urgences).

Le CF affirme qu'il est indispensable de protéger notre démocratie et l'intégrité de nos informations. Nous renforcerons l'éducation aux médias, soutiendrons un écosystème médiatique diversifié et intégrerons la lutte contre la désinformation dans la formation. La France agira pour une infrastructure numérique souveraine européenne.

Enfin, le CF s'engage à promouvoir une résilience solidaire fondée sur le droit international. La France défendra une sécurité basée sur la coopération internationale, le soutien aux Nations Unies et une diplomatie active de prévention. Nous demandons que toutes les initiatives des associations, des universités et des communes en matière de coopération et d'échanges internationaux soient encouragées, car elles contribuent à apaiser les tensions en favorisant une meilleure compréhension entre les peuples.

Pour : 45 ; contre : 23 ; blancs : 7

Motion adoptée avec 66,17 % des exprimés et 60 % des votant·e·s

### *Synthèse des positions antérieures du mouvement*

Création d'une commission « Défense » par Les Écologistes, 16 avril 2024 :

<https://cf.eelv.fr/creation-dune-commission-defense-par-les-ecologistes/>

Mettre la construction de la défense européenne au cœur du projet des écologistes et de la gauche, 19 juin 2025 : <https://cf.eelv.fr/cf-2025-06-1415-vcontrib-europe/>

Marine Tondelier face aux Français·e·s dans La Grande Confrontation LCI, 18 décembre 2025 : [https://www.youtube.com/watch?v=\\_XuuhBKW7ow](https://www.youtube.com/watch?v=_XuuhBKW7ow)

### *Annexe*

#### *Textes de référence*

**EELV - Le livre vert de la défense** : <https://www.actu-environnement.com/media/pdf/news-25462-livre-vert-defense.pdf>

**Le plan communal de sauvegarde** :

[https://www.legifrance.gouv.fr/codes/section\\_lc/LEGITEXT000025503132/LEGISCTA000025506822/#LEGISCTA000044375302](https://www.legifrance.gouv.fr/codes/section_lc/LEGITEXT000025503132/LEGISCTA000025506822/#LEGISCTA000044375302)

**Projet de loi de résilience - transcription en droit français** <https://www.vie-publique.fr/loi/295752-projet-de-loi-resilience-infrastructures-critiques-cybersecurite>

**Directive européenne 2008/114/CE qui établit des critères pour identifier les infrastructures critiques et renforce leur protection, contribuant ainsi à la résilience en cas de conflit.**

<https://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:L:2008:345:0075:0082:FR:PDF>

**Directive (UE) 2022/2555 (SRI 2) qui renforce la cybersécurité, essentielle pour la résilience des services civils en période de guerre.** <https://digital-strategy.ec.europa.eu/en/policies/nis2-directive>

**Directive (UE) 2016/1148 qui concerne la sécurité des réseaux et systèmes d'information, importante pour maintenir la continuité des services en période de conflit.**

<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:32016L1148>

**La résolution du parlement européen sur «ReArm Europe»**

[https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/A-10-2025-0172\\_FR.html](https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/A-10-2025-0172_FR.html)

**Les références de l'OTAN en matière de résilience civile.**<https://www.nato.int/fr/what-we-do/deterrence-and-defence/resilience-civil-preparedness-and-article-3>

**Des solutions écologiques pour des sociétés mieux préparées aux crises, plus résilientes et plus sûres, PVE Lisbonne 5-7 décembre 2025:** [https://www.datocms-assets.com/87481/1765119619-r2-clean\\_green-solutions-more-crisis-prepared-resilient-safer-societies.pdf](https://www.datocms-assets.com/87481/1765119619-r2-clean_green-solutions-more-crisis-prepared-resilient-safer-societies.pdf)